
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 19/2 (1992)

DOI: 10.11588/fr.1992.2.57433

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

la Pologne, de Bohême, de Hongrie et de Slovénie fréquentaient l'Académie de Strasbourg. Le rayonnement intellectuel de Strasbourg vers l'Europe centrale est donc incontestable. Tout historien intéressé par l'histoire des universités européennes se devra de posséder ce petit ouvrage. La reconnaissance que nous devons à Gerhard Meyer justifie la présentation de la biographie et de la liste des publications de ce chercheur dans ce livre.

Jean-Pierre KINTZ, Strasbourg

J. A. VANN, *The Making of a State. Württemberg 1593–1793*, Ithaca/London (Cornell University Press) 1984, 321 p.

Cet ouvrage est une étude de l'évolution institutionnelle du duché du Wurtemberg, un Etat secondaire dans l'Empire, mais un bastion luthérien dans une Haute-Allemagne à dominante catholique et très morcelée. L'A. inclut une analyse des forces économiques, sociales et culturelles avec le rôle de l'université de Tubingen, contrôlée par les notables urbains et l'Eglise protestante. A partir de 1593, début du règne de Frédéric, s'établit un équilibre entre les trois forces politiques majeures du duché: le prince (excellente étude des ducs successifs), le Conseil privé, composé en majorité d'autochtones juristes, nobles et roturiers, formés à l'université, et les Etats dominés par les représentants des villes et des bailliages. Les deux premiers chapitres présentent un tableau à la fin du XVI^e siècle, alors que les cinq autres analysent chacun le règne d'un des princes en place de 1648 à 1793.

Le Wurtemberg se caractérise par une évolution originale à l'époque de l'absolutisme baroque. Si au sortir de la guerre de Trente Ans on assiste à un équilibre entre les trois pouvoirs, Eberhard-Ludwig (1676–1733), marqué par l'absolutisme français et la culture aristocratique de Versailles, impose de force un impôt pour financer une armée permanente et ne réunit plus la diète. Il transfère le gouvernement à un cabinet de courtisans et de favoris composés surtout d'aristocrates et de financiers juifs. L'absolutisme est symbolisé par la construction du château de Ludwigsburg.

Mais l'élite urbaine et culturelle autochtone se défend par un rapprochement entre le Conseil privé et le comité exécutif de la diète, deux institutions qu'elle domine. A la suite de nombreuses mesures arbitraires durant la Guerre de Sept Ans éclate un violent conflit avec la diète. Celle-ci fait appel au roi de Prusse Frédéric II qui impose un accord (*Erbvergleich*) qui consolide le rôle des Etats, du conseil privé et des bailliages. Désormais le prince est obligé de tenir compte de la strate supérieure des notables qui contrôle le Conseil privé et le comité exécutif des Etats.

Cette étude, qui s'appuie sur une vaste documentation, est un modèle du genre pour l'évolution institutionnelle des états secondaires de l'Empire, dans lesquels le prince doit tenir compte des notables de la principauté et de l'environnement impérial dans sa politique absolutiste.

Bernard VOGLER, Strasbourg

Franz MAIER, *Die bayerische Unterpfalz im Dreißigjährigen Krieg. Besetzung, Verwaltung und Rekatholisierung der rechtsrheinischen Pfalz durch Bayern 1621 bis 1649*, Frankfurt am Main (Verlag Peter Lang) 1990, V–592 p. (Europäische Hochschulschriften, Reihe III, Geschichte und ihre Hilfswissenschaften, 428).

Malgré sa présentation un peu austère, l'ouvrage très documenté et solide de Monsieur Franz Maier doit retenir l'attention des historiens modernistes. Certes, l'A. étudie une région qui a, bien souvent, été prise comme exemple par les spécialistes de la guerre de Trente ans. Pour nous limiter au seul aspect confessionnel les travaux de Häusser, au XIX^e siècle, de

Friedlein, de Schaab, et de Schäfer, très récemment, ont fourni une abondante documentation. L'originalité de l'étude présente est dans l'analyse conduite à partir de Heidelberg et de Munich des effets de l'administration bavaroise sur un des hauts lieux du calvinisme, centre du pouvoir de Frédéric V, le «roi d'un hiver».

Suivons le fil des événements tels que l'A. les rapporte. L'accord du 8 octobre 1619, selon lequel l'armée de la Ligue avait été placée sous le commandement du duc de Bavière, Maximilien Ier, prévoyait que les frais de la guerre seraient à la charge de la Maison d'Autriche et que, dans l'immédiat, la Bavière prendrait en gages les territoires des révoltés. Ainsi la Haute-Autriche tout d'abord, puis le Palatinat rhénan (rive droite du Rhin), ce dernier à la suite des opérations conduites par Tilly en 1621-1622, se trouvèrent-ils placés sous la domination bavaroise. Quelle fut la ligne de conduite adoptée par Maximilien à l'égard du Palatinat rhénan, seul objet de cette recherche? Allait-il le considérer comme une prise de guerre bonne à exploiter selon le principe que la guerre doit nourrir la guerre? Voyait-il plus loin et songeait-il à en faire l'un des fondements d'une future grande puissance bavaroise qui s'étendrait des Alpes au Rhin? C'est la question que se pose M. Maier. Notons – ce que ne fait pas avec suffisamment de netteté l'A. – que les Wittelsbach étaient déjà bien implantés sur les bord du Rhin depuis que le duc Guillaume V («Guillaume le Pieux») avait pu, à la suite d'un heureux concours de circonstances, placer un de ses fils, Ernest, à la tête de l'Electorat de Cologne (1583).

Or, les chapitres consacrés à cette question montrent clairement que, dès l'origine, la Maison de Bavière manifesta sa volonté d'une implantation cohérente et systématique dans le Palatinat rhénan. Dès 1623, une régence fut établie à Heidelberg sous la direction d'un Statthalter, Heinrich von Metternich, personnage-clef de toute cette période. Il était entouré d'officiers chargés des affaires religieuses, judiciaires, financières issus de l'administration bavaroise. A Munich, un directoire coordonnait toute cette activité recevant la correspondance et expédiant les directives. Les pratiques de gouvernement pré-absolutistes déjà bien en place en Bavière depuis près d'un demi-siècle furent rapidement introduites dans le territoire conquis. Rationalisation, centralisation, au profit des organes administratifs établis à Heidelberg et aux dépens des officiers locaux en furent les aspects les plus représentatifs. En 1629 et en 1630 deux tournées d'inspection furent effectuées dans les villes et le plat pays par un envoyé du duc. Officiers, curés, bourgmestres, eurent à répondre à des questions très précises. Des ordonnances furent prises à l'issue de ces visites concernant des personnes ou des excès à réprimer. Puis un règlement administratif reprenant le modèle bavarois fut préparé et distribué à tous ceux qui exerçaient des fonctions au nom du nouveau prince territorial. Ce fut véritablement une politique d'union à la Bavière qui fut entreprise dès 1622 dans le cadre du nouvel Electorat.

C'est donc à l'intérieur de cette politique d'ensemble qu'il faut apprécier, comme le fait l'A., la volonté d'implantation du catholicisme (plutôt que «recatholisation» comme l'écrit l'A.). Il est certain que les instructions des premiers administrateurs bavarois envoyés sur place insistaient sur la nécessité de s'assurer de la conversion et de la persévérance des agents locaux nommés par l'ancien régime. Les enquêtes effectuées eurent pour objet principal de vérifier l'exécution de l'ordre du prince. En 1630, d'ailleurs, on allait plus loin et on comptait sur les notables pour entraîner l'ensemble de la population à faire son devoir. Les témoignages des curés sur l'assistance à la messe, les confessions et les communions des paroissiens qui leur étaient confiés, servaient à contrôler le zèle effectif déployé par les baillis et les prévôts. Tant il est vrai que pour la cour de Munich rattachement à la Bavière et conversion au catholicisme n'étaient qu'une seule et même chose.

Il ne semble pas que ces efforts aient eu tout le succès espéré. L'auteur d'un rapport expédié à Munich en 1627 se félicitait du changement opéré dans les villages devenus, selon lui, en majorité catholiques. Mais, constatait-il, il n'en allait pas de même dans les bourgs et les villes; à Heidelberg en particulier, où les quelques convertis étaient souvent l'objet de la vindicte

publique. Un climat particulièrement néfaste de suspicion et de délation semble avoir existé à cette époque. Les accusations de sorcellerie portées contre tel ou tel ont pu être, dans certains cas, comme le suggère l'A., de véritables règlements de compte entre groupes confessionnels rivaux à l'intérieur des villages et des villes. De même, les plaintes multiples contre les curés dont on stigmatisait la dépravation morale ou l'appétit du gain. Cette situation confuse se trouvait entretenue par la diversité des comportements des notables. Certains s'étaient convertis pour conserver leurs fonctions. D'autres avaient refusé mais restaient cependant en charge par l'impossibilité où l'on était de les remplacer. La noblesse restait massivement fidèle à la Réforme. Enfin, il y avait ceux, nombreux, qui tout en faisant, de bouche, la profession de foi qu'on exigeait d'eux étaient toujours calvinistes de cœur et n'entraînaient pas dans leur nouvel état de catholiques, femmes et enfants. Une image de la réalité était fournie par les curés qui se plaignaient généralement de l'absentéisme de leurs »paroissiens« à la messe du dimanche. Un bourgeois sur huit, à Heidelberg, venait à l'église en 1630. Le cas n'était sans doute pas isolé.

L'occupation du Bas-Palatinat par les Suédois en 1631-1633, les passages de troupes et les dévastations qui suivirent interrompirent irrémédiablement le processus en cours. L'appauvrissement du pays était tel qu'un rapport de 1636 estimait qu'il ne restait plus »qu'un homme sur quarante en vie ou une maison sur quarante habitée«. Aussi ne pouvait-on compter, ajoutait l'auteur de la missive, que sur 250 foyers imposables au mieux. Famine, peste, fuite des habitants exténués par les contributions exigées par les divers occupants ou chefs d'armées, telle était la situation du pays. Dans ces conditions, il ne pouvait plus être question d'administration digne de ce nom malgré le rétablissement de la régence bavaroise. L'A. voit dans la décision prise à Munich en 1639 de dissocier les affaires du Palatinat rhénan de celles de la Bavière comme une résignation à la restitution désormais envisagée de la conquête rhénane. Cette nouvelle situation eut naturellement ses conséquences sur le plan confessionnel. Les habitants calvinistes savaient qu'un renversement de la domination bavaroise pouvait intervenir d'un moment à l'autre, aussi étaient-ils encouragés dans leur résistance. En dépit des interdictions réitérées et des persécutions, des pasteurs revinrent; ils célébrèrent la Sainte Cène et présidèrent des cultes en particulier dans le bailliage de Boxberg. A partir de 1640 ne suivaient plus les offices catholiques que ceux qui étaient, de cœur, attachés à l'Eglise officielle, soit moins d'un tiers de la population.

Comment donc apprécier l'entreprise bavaroise en Bas-Palatinat après que le duc eut été contraint en 1649 de restituer le territoire occupé au prince palatin Charles-Louis? L'A., malheureusement, ne se prononce pas et on regrette vivement que cette recherche consciencieuse ne se termine pas par un bilan d'ensemble. On peut se demander si la Bavière avait vraiment la possibilité de conduire cette grande politique rhénane à laquelle elle semblait avoir songé pendant quelque temps. Mais à défaut d'être une grande puissance elle avait des moyens qui lui ont permis de sortir avec avantage du terrible conflit européen. Une de ces forces est fort bien dégagée par la thèse de M. Maier. Ce fut cette administration très cohérente d'un Etat presque absolutiste plus proche, sans doute, de l'Espagne que de la France, de Bruxelles que de Brisach. Entre le gouvernement des archiducs à Bruxelles et l'intendance d'Alsace étudiée dans sa thèse célèbre par Georges Livet, il y avait – jalon intermédiaire dans l'espace et dans le temps – la régence bavaroise d'Heidelberg. Il conviendrait enfin d'examiner si, à côté de l'entreprise de contre-réforme étudiée dans cet ouvrage, une œuvre de réforme catholique destinée à un plus riche avenir n'a pas été engagée à la même époque par les ordres religieux – jésuites surtout – sous la protection du duc. Mais pour mener cette enquête, d'autres archives auraient été à examiner, à Rome en particulier (celles de la *Propaganda Fide*).

Au total, un ouvrage riche dont on regrette que l'apport ne soit pas mieux mis en valeur par un plan plus élaboré et une cartographie plus digne des recherches entreprises.

LOUIS CHÂTELLIER, Nancy